

**MINISTRE DU TRAVAIL
ET DE L'EMPLOI****AUTORISATION D'EXPLOITATION**

No. 1/98/0323/51126/107

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu la demande du 14 août 1998 présentée par la société anonyme RECYMA, aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour la construction, l'installation et l'exploitation d'un centre régional de gestion de déchets inertes sur un fond sis à Hosingen et inscrit au cadastre de la commune de Hosingen, section E de Hosingen, sous les numéros 885/2687, 886, 887/2836 (partie), 888/3187 (partie), 890/1112, 891, 892, 893, 895/2837, 898, 899, 900, 901/2688, 902/2689, 932/2, 932/2707, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 929/3022, 1007/2714, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 945/2091, 999/3045, 1000, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1076, 1007/1977, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349 et 1009/2350 comprenant notamment:

- une installation de concassage/criblage ;

Vu la loi abrogée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et le règlement grand-ducal du 18 mai 1990 déterminant la liste et le classement des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, tel qu'il a été modifié par le règlement grand-ducal du 9 novembre 1993 ;

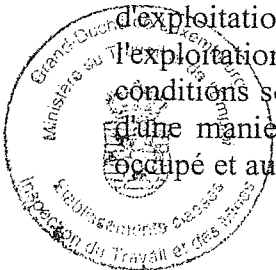
Vu la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et notamment son article 31 ;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hosingen en date du 21 décembre 1998;

Vu les réclamations formulées lors de l'enquête de commodo et incommodo;

Considérant, en ce qui concerne les compétences du Ministre du Travail, que les conditions d'exploitation tiennent compte des nuisances et dangers pouvant éventuellement résulter de l'exploitation de l'installation faisant l'objet de la demande d'autorisation précitée; que ces conditions sont à considérer à l'état actuel de la technologie comme suffisantes pour garantir d'une manière générale la sécurité, la salubrité et la commodité par rapport au personnel occupé et au public.



A R R E T E

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

I) Conditions générales

1) Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande et conformément aux prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public et au personnel.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui peuvent lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public et au personnel.

5) L'exploitant doit faire parvenir à l'Inspection du Travail et des Mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de l'établissement.

7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

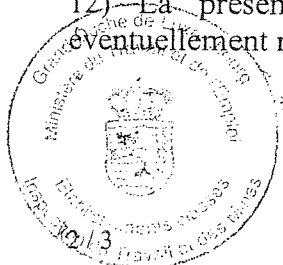
8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) L'établissement, respectivement l'installation, doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois après notification du présent arrêté d'autorisation.

11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.



II) Conditions particulières

1) Le chantier de construction doit être mis en oeuvre conformément aux prescriptions des publications suivantes:

ITM-CL 29.4.

"Chantiers de construction et de démolition"

2) Les installations doivent être conçues, mises en oeuvre, construites, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions des publications suivantes:

ITM-ET 32.10

"Protection des travailleurs"

ITM-CL 33

"Exploitation d'installations de concassage, de criblage, de tamisage et de stockage de produits pierreux"

ITM-CL 112.1

"Décharges pour matières inertes et déchets de construction"

3) Copies des publications reprises ci-dessus sont jointes au présent arrêté d'autorisation pour en faire partie intégrante.

Article 2: - Le présent arrêté d'autorisation et ses annexes sont transmis par l'Inspection du Travail et des Mines à l'intéressé pour lui servir de titre et au Commissaire de district de Diekirch pour en faire assurer l'exécution conformément aux prescriptions de l'alinéa 4 de l'article 16 de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Article 3: - Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la présente décision.



Le Ministre du Travail
et de l'Emploi
par délégation

Paul WEBER
Directeur
de l'Inspection du Travail
et des Mines